



**HAL**  
open science

## Formation et répartition des gains de productivité en élevage bovin viande. Qui sont les gagnants et les perdants sur les 35 dernières années ?

Patrick Veysset, Michel Lherm, Pierre Natier, Jean-Philippe Boussemart

### ► To cite this version:

Patrick Veysset, Michel Lherm, Pierre Natier, Jean-Philippe Boussemart. Formation et répartition des gains de productivité en élevage bovin viande. Qui sont les gagnants et les perdants sur les 35 dernières années ?. 23. Rencontres autour des Recherches sur les Ruminants, Dec 2016, Paris, France. hal-02739360

**HAL Id: hal-02739360**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02739360>**

Submitted on 2 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Formation et répartition des gains de productivité en élevage bovin viande. Qui sont les gagnants et les perdants sur les 35 dernières années ?

VEYSSET P. (1), LHERM M. (1), NATIER P. (2), BOUSSEMART J.P. (2)

(1) UMR1213 Herbivores, INRA, VetAgro Sup, 63122 Saint-Genès-Champanelle, France

(2) Université de Lille, LEM/IESEG-School of Management, 59000 Lille, France

**RESUME** - La méthode des comptes de surplus permet d'évaluer l'évolution de la productivité de l'ensemble des facteurs d'une entreprise et la répartition des gains de productivité entre les différents agents économiques. Nous avons appliqué cette méthode sur une base de données de 168 exploitations bovin allaitant du bassin Charolais de 1980 à 2014. Sur la période de 35 ans, le surplus global de productivité (SPG) cumulé s'accroît faiblement à un rythme de +0,16 %/an. Ce faible accroissement du SPG est lié à la constante augmentation de la productivité du travail, alors que la productivité des autres facteurs régresse. Nous observons une baisse du revenu des exploitants, une très légère baisse du prix des consommations intermédiaires, des fermages et des frais financiers auxquels s'ajoutent une très forte augmentation des soutiens publics directs. L'ensemble de surplus économique cumulé a été captée à 61 % par l'aval de la filière bovine sous forme de baisse de prix. Il apparaît que les bénéficiaires des gains de productivité en élevage bovin viande sont majoritairement les acteurs de l'aval de la filière, tandis que l'Etat est le principal financeur de cette baisse de prix des produits agricoles. La baisse du revenu des exploitants indique clairement qu'ils sont perdants dans cette répartition des gains de productivité.

## Generation and distribution of productivity gains in beef cattle farming. Who have been the winners and the losers over the last 35 years?

VEYSSET P. (1), LHERM M. (1), NATIER P. (2), BOUSSEMART J.P. (2)

(1) UMR1213 Herbivores, INRA, VetAgro Sup, 63122 Saint-Genès-Champanelle, France

**SUMMARY** – Thanks to the surplus accounting method, we measured the productivity gains and the combined effects of output and input price variation on Charolais beef cattle farmers' income between 1980 and 2014. During this period, the total factor productivity has grown slightly at an average annual rate of 0.16% mainly due to a huge increase in labor productivity, while the productivity of all other factors decreased. We observed a decrease in farmers' income, a slight drop in intermediate consumption prices, land rent and financial costs, and a high increase in public aids. Over the 35 years, with a share of nearly 60% of the global surplus, the downstream of the beef sector appears as the main beneficiary of these productivity gains through a decrease in agricultural product prices. The state was the main funder of this drop in prices and farmers were the losers in the surplus distribution via a significant decrease of their income.

### INTRODUCTION

Les gains de productivité en agriculture, qui ont été parmi les plus rapides de tous les secteurs de l'économie française au cours des six dernières décennies, ont permis une baisse des coûts de production et des prix des produits agricoles. Pourtant, depuis les années 90, on observe une baisse de la productivité des facteurs variables dans le secteur de l'élevage bovin viande (Veysset et al. 2015), alors que la productivité du travail ne cesse de s'accroître.

Il est alors important de s'intéresser aux déterminants de la formation de ces gains de productivité, et à leur répartition entre les différents agents économiques. Cet article propose d'évaluer les gains de productivité globale des facteurs de production et les effets combinés des variations de prix des produits agricoles et des facteurs pour les exploitations bovines allaitant au cours des 35 dernières années (1980-2014). La formation et la répartition des gains de productivité globale seront évaluées par la méthode des comptes de surplus (Boussemart et al., 2012). Le surplus de productivité globale des facteurs de production (SPG) produit entre deux années est estimé par les variations respectives des volumes de produits et de facteurs de production utilisés entre ces deux exercices. Dans le même temps ce SPG peut être réparti selon les variations de prix de ces composantes afin de déterminer les agents économiques (agriculteurs, fournisseurs, aval de la filière, propriétaires fonciers, etc.) qui sont (ou non) les bénéficiaires de ces gains de productivité globale. Cette méthode implique de décomposer la variation de valeur de l'ensemble des produits et charges de l'exploitation agricole entre deux années, en une variation de prix et en une variation de volume.

Après avoir présenté l'échantillon d'exploitations bovines allaitants, Charolais sur lequel portera notre étude, nous expliciterons les choix méthodologiques. Nous présenterons ensuite l'évolution au cours de 35 années (1980-2014), en divisant cette longue période en trois sous-périodes (1980-1992, 1993-2005 et 2006-2014), de la productivité partielle des facteurs, du SPG et de sa répartition entre les différents agents. Enfin nous discuterons des évolutions observées sur les trois sous-périodes.

### 1. MATERIEL ET METHODES

#### 1.1. RESEAU INRA D'EXPLOITATIONS CHAROLAISES

Le réseau d'exploitations d'élevage bovin allaitant charolais, suivies sur le long terme (INRA de Clermont-Theix), regroupe 168 exploitations ayant été présentes au moins deux années consécutives entre 1980 et 2014 pour un total de 3071 observations (exploitations-années) sur ces 35 années. Avec une moyenne annuelle de 87,7 exploitations, nous comptons en échantillon constant 24 exploitations sur 35 années (27% de l'échantillon total), 46 exploitations sur 25 ans (1990-2014) et 53 exploitations sur 15 ans (2000-2014).

Ces exploitations sont des exploitations professionnelles de grande taille (Veysset et al., 2014). Entre 1980 et 2014, à main-d'œuvre quasi constante, elles se sont agrandies en surface (+64%) et troupeau (+71%), ce qui a permis un doublement de la production de viande. Le capital d'exploitation (hors foncier) s'accroît de 47% en € constant. La conduite des surfaces fourragères (SFP) est restée peu intensive (chargement 1,17 à 1,19 UGB/ha SFP) et est basée sur l'herbe. Le type de bovin produit a fortement évolué sous la pression de la demande (marché italien) passant de cycle long (bœufs et génisses gras vendus entre 30 et 36 mois) à

une production de maigre (broutards plutôt alourdis vendus entre 10 et 12 mois). Couplées à une très forte augmentation des aides publiques perçues, liées aux réformes successives de la politique agricole commune (PAC), ces évolutions structurelles et productives, ont juste permis de maintenir le revenu des éleveurs. Ces évolutions observées sur ce réseaux INRA-charolais sont tout à fait comparables à celles observées sur les exploitations professionnelles bovin viande du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) statistiquement représentatives des exploitations françaises.

## 1.2. PRODUCTIVITE ET COMPTE DE SURPLUS

### Mesure de la productivité

Entre deux années, les gains de productivité mesurent les évolutions du volume de la production nettes des variations des volumes des facteurs de production (consommations intermédiaires, capital, terre, travail). On peut mesurer facilement une variation de la productivité partielle d'un facteur, en mettant la production en rapport avec ce seul facteur, mais cette approche ne prend pas en compte simultanément l'ensemble des facteurs utilisés pour produire. En revanche, la mesure plus exhaustive des gains de productivité globale des facteurs (PGF) est un calcul qui met en rapport l'agrégation de toutes les variations des produits (extrants) avec l'agrégation de toutes les variations des facteurs (intrants). Ce ratio nécessite d'agréger des volumes des différentes productions et des différents facteurs, et donc de décomposer l'évolution de chaque poste en volume et en prix, en utilisant des indices. Les volumes de chacun des postes sont calculés à partir des valeurs économiques annuelles observées et d'indices de prix spécifiques à l'agriculture. En raisonnant en euros constant, c'est-à-dire en déflatant chaque poste de produit et chaque poste de charge de son indice de prix respectif, la variation de valeur déflatée observée entre deux années correspond à la variation de volume de ce poste entre ces deux années. La variation de l'indice de prix d'un poste entre deux années correspond à sa variation de prix.

L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP, fournis par l'INSEE) vise à mesurer l'évolution des prix de vente des produits par les agriculteurs (Thibert et Berger, 2009). Les valeurs annuelles de chaque production, de chaque exploitation de notre réseau bovin allaitant Charolais ont été déflatées de leur IPPAP respectif. Les aides et subventions sont des produits importants des exploitations d'élevage, se pose alors la question de leur décomposition volume-prix, et donc de ce que représente un « volume de subvention ». Nous avons fait l'hypothèse que le prix des subventions correspond à leur montant total, et donc leur volume est toujours égal à un. D'une année à l'autre on a donc une variation de prix, mais pas de variation de volume.

L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) permet de suivre l'évolution des prix unitaires des biens et services utilisés par les exploitants dans le cadre de leur activité agricole (Berger et al., 2000). Tout comme pour les produits, les valeurs annuelles de chaque poste de charge de chaque exploitation de notre réseau ont été déflatées respectivement de leur IPAMPA annuel.

Le coût de l'utilisation du foncier est représenté par le fermage. Nous avons considéré que l'ensemble de la surface agricole utilisée (SAU) par toutes les exploitations est en fermage. Nous avons donc appliqué un prix moyen de fermage sur les terres en propriété et déduit les impôts fonciers déjà comptabilisés. Le volume considéré est alors les ha de SAU.

Pour le travail salarié, les salaires nets et les charges sociales constituent les valeurs et le nombre annuel de travailleurs (UTH, unité travailleur humain) salariés est pris comme volume. Le résultat courant, ou revenu agricole, calculé comme étant le solde entre les produits et les charges de l'exploitation est considéré comme le profit dégagé par l'exploitant ; le prix du travail non salarié correspond donc à

ce revenu (ou profit), le volume est donné par le nombre d'UTH non salariées.

Le coût d'usage du capital correspond aux amortissements et aux frais financiers. Le volume des frais financiers correspond au capital restant dû en début de campagne (encours), et le prix au taux d'intérêt.

### Les comptes de surplus

Les comptes de surplus permettent de mettre en évidence la répartition entre agents du surplus économique résultant des gains de productivité. A une date t, si  $Y_{jt}$  et  $X_{it}$  sont les quantités respectives de l'extrant j ou de l'intrant i, et  $p_{jt}$  et  $p_{it}$  leur prix unitaire respectif, pour chaque exercice à la date t, en considérant que la valeur totale de J différents produits couvre totalement la valeur de I différents intrants (hypothèse d'épuisement des ressources), on a :

$$\sum_{j=1}^J p_{jt} Y_{jt} = \sum_{i=1}^I w_{it} X_{it}$$

Entre deux périodes t et t+1 la variation des valeurs des produits sera donc égale à celle des intrants :

$$\sum_{j=1}^J p_{j,t+1} Y_{j,t+1} - \sum_{j=1}^J p_{jt} Y_{jt} = \sum_{i=1}^I w_{i,t+1} X_{i,t+1} - \sum_{i=1}^I w_{it} X_{it} \quad (2)$$

En manipulant quelque peu cette équation (2), il est facile de montrer que les variations des valeurs respectives des produits et intrants entre deux périodes, peuvent être décomposées en des variations de volumes et de prix.

$$\sum_{j=1}^J p_{j,t+1} dY_j - \sum_{i=1}^I w_{i,t+1} dX_i = - \sum_{j=1}^J Y_{j,t+1} dp_j + \sum_{i=1}^I X_{i,t+1} dw_i \quad (3)$$

SPG=AP

Dans cette équation (3), le terme de gauche représente la différence, entre les périodes t et t+1, des variations de volume entre les produits et les intrants au prix de la période initiale. Cet écart de valeur lié aux variations de volumes est appelé surplus de productivité globale des facteurs de production (SPG). Ce SPG sera positif lorsque, entre deux périodes, les volumes des produits augmenteront plus vite que ceux des intrants, inversement il sera négatif. Le terme de droite mesure la somme des avantages prix (AP). Pour un agent économique, son avantage prix entre deux périodes t et t+1, est égal à la variation de prix pondérée par les volumes de la période t+1. L'augmentation du prix d'un intrant est considérée comme un avantage prix pour son fournisseur (sa rémunération augmente), la baisse de prix d'un produit est considérée comme un avantage prix pour le client (le prix du produit est moins élevé). L'équation (3) montre que le surplus de productivité globale est égal à la somme des avantages prix. Cette égalité montre qu'entre deux périodes, une entreprise est contrainte de ne pouvoir distribuer sous forme de variation de rémunérations (ou d'avantages prix) que ce qu'elle est capable de générer en termes de gains de productivité.

Les avantages prix négatifs peuvent être considérés comme des apports nets des partenaires concernés, il est possible de les cumuler au SPG, si ce dernier est positif. On obtient alors le montant total des ressources que les bénéficiaires d'avantages positifs vont se partager. Si l'entreprise enregistre une baisse de productivité (SPG<0), elle doit contrebalancer par des prélèvements supplémentaires sur certains partenaires qui subiront des désavantages prix, la valeur absolue du SPG représente ainsi un montant supplémentaire à financer. On peut alors construire un compte de surplus équilibré entre emplois et ressources. Globalement, les variations de quantités et de prix peuvent correspondre soit à une origine (ressource) ou à une distribution (emploi) du surplus économique total. Ce compte de surplus équilibré nous permet d'analyser les transferts entre clients, fournisseurs de consommations intermédiaires (aliments, engrais, carburants, services, ...), fournisseurs de

facteurs fixes (exploitants, propriétaires fonciers, banques) et collectivités publiques (Etat, UE, régions,...) (tableau 1)

**Tableau 1 : origine et distribution du surplus économique total**

	Surplus économique total	
	Distribution ou emploi	Origine ou ressource
Efficiency technique du système	SPG négatif	SPG positif
Clients	Baisse du prix des produits	Augmentation du prix des produits
Fournisseurs de consommations intermédiaires	Augmentation du prix des consommations intermédiaires	Baisse du prix des consommations intermédiaires
Fournisseurs de facteurs fixes	Augmentation de la rémunération	Baisse de la rémunération
Etat	Baisse des aides publiques	Augmentation des aides publiques
Exploitant	Augmentation du revenu	Baisse du revenu

Les variations de volume, de prix, les SPG et AP sont calculés chaque année t+1 par différence avec l'année t pour chaque exploitation présente l'année t et l'année t+1. Une moyenne des résultats annuels des SPG et AP est effectuée, puis nous additionnons ces moyennes pour obtenir le cumul des surplus de productivité globale et d'avantages prix et ainsi réaliser le compte de surplus équilibré sur la période considérée.

La période de 35 années (1980-2014) a été divisée en trois sous-périodes en tenant compte des différentes réformes de la PAC : 1980-1992 (13 ans), 1993-2005 (13 ans) et 2006-2014 (9 ans). Les calculs ont été effectués à partir de 11 produits répartis en 3 groupes (production bovine, autres productions, subventions) et 32 intrants regroupés en 5 groupes (consommations intermédiaires, capital, foncier, travail, profitabilité).

## 2. RESULTATS

### 2.1 PRODUCTIVITE PARTIELLE ET GLOBALE DES FACTEURS, SURPLUS DE PRODUCTIVITE GLOBALE

La productivité du travail n'a pas cessé d'augmenter sur les 35 années (tableau 2), alors que celle du foncier s'est détériorée depuis 1992 (extensification des surfaces fourragères et stagnation du rendement en céréales). Quelque soit la sous-période, la productivité des consommations intermédiaires décroît (l'efficacité technique du système de production se détériore). Du fait des très forts investissements bâtiments (mise aux normes) et surtout matériel réalisés au cours des années 90, la productivité du capital décroît fortement entre 1993 et 2005. Après une phase de croissance de 1980 à 1992 (+0,33%/an), la productivité globale des facteurs (ou l'évolution cumulée du surplus globale de productivité), décroît de 0,40% par an entre 1993 et 2005, puis regagne 0,16%/an depuis 2006.

**Tableau 2 : taux annuel moyen de croissance de la productivité des facteurs, en %**

Périodes	1980-1992	1993-2005	2006-2014	1980-2014
Travail	2,33	1,23	2,88	2,05
Foncier	1,95	-0,03	-0,02	0,31
Consommations intermédiaires	-0,16	-1,40	-0,11	-0,39
Capital	1,04	-3,19	1,73	-0,85
Global (dPGF/PGF)	0,33	-0,40	0,16	0,16

### 2.2 COMPTES DE SURPLUS : ORIGINE ET DISTRIBUTION DU SURPLUS ECONOMIQUE CUMULE

De 1980 à 2014, le cumul du surplus de productivité global et de la valeur absolue des avantages prix négatifs représente, en euros constant, un surplus économique total de 87 830 euros (tableau 3). Ce surplus économique provient majoritairement de l'Etat (57%) via les aides distribuées aux éleveurs, et pour seulement 15% aux gains de productivité globale. Globalement, sur la période, on observe une baisse

du prix des consommations intermédiaires et des fermages (baisses qui représentent respectivement 8% et 7% du surplus économique). Malgré un gain de SPG et les aides publiques, le revenu des exploitants chute, cette baisse de la rémunération du travail des éleveurs représente 12% du surplus économique cumulé. L'ensemble de ces ressources est captée à 88% par l'aval, sous forme de baisse de prix des produits agricoles. C'est l'aval de la filière bovine qui a le plus gagné en captant 61% du surplus. Les cotisations sociales des exploitants ont augmenté captant 6 % des ressources, le travail salarié a légèrement augmenté et les fournisseurs de matériels et équipements ont captés 3% du surplus.

**Tableau 3 : compte de surplus cumulé 1980-2014, en % des ressources et emplois**

Distribution ou emploi	%	Origine ou ressource	%
Aval bovin	61	SPG	15
Aval autres productions	27	Fournisseurs cons. intern.	8
Cotis. Sociales exploit.	6	Propriétaires fonciers	7
Salariés	3	Banques (frais financiers)	2
Matériel et bâtiments	3	Etat, UE, public	57
		Exploitant	12
Total emplois 87 830 €	100	Total ressources 87 830 €	100

#### *Période 1980-1992 : des gains de productivité et des fortes baisses des prix des produits*

Sur cette période de 13 ans, l'origine du surplus économique total généré (56 525 euros, soit 4 348 euros par an, tableau 4) se partage entre des gains de productivité globale des facteurs (24%), une baisse du prix des consommations intermédiaires (27%), et une augmentation de la participation de l'état (29%). Ces ressources ont été captées à 94% par l'aval des filières sous forme de baisse des prix, la filière bovine en captant 60%. La baisse des prix des consommations intermédiaires est principalement due à la baisse du prix du pétrole, entraînant une baisse de prix des engrais, et à celle du prix des aliments du bétail, elle-même due à la baisse des prix des céréales. La hausse du poste subventions, et donc de la participation de l'Etat dans l'origine du surplus économique et liée à l'instauration, en 1980, de la PMTVA (Prime au Maintien des Troupeaux de Vaches Allaitantes). En 1987 la PSBM (Prime Spéciale au Bovin Mâle) est également instituée pour encourager l'engraissement des mâles. La baisse des prix des consommations intermédiaires, les efforts techniques des éleveurs (SPG positif), la plus forte implication de l'état, n'ont pas suffi à compenser les avantages prix dont a profité l'aval des filières, le revenu des éleveurs chute légèrement. Cette baisse de rémunération du travail des exploitants représente 9% des ressources du surplus économique généré sur ces 13 années.

**Tableau 4 : compte de surplus cumulé 1980-1992, en % des ressources et emplois**

Distribution ou emploi	%	Origine ou ressource	%
Aval bovin	60	SPG	24
Aval autres productions	34	Fournisseurs cons. intern.	27
Cotis. Sociales exploit.	2	Propriétaires fonciers	11
Salariés	2	Etat, UE, public	29
Matériel et bâtiments	0	Exploitant	9
Banques (frais financiers)	1		
Total emplois 56 524 €	100	Total ressources 56 524 €	100

#### *Période 1993-2005 : des soutiens directs mais baisse de la productivité des facteurs*

Sur cette période, l'augmentation des aides du fait de l'introduction des aides aux cultures, du complément aux systèmes extensifs, de la revalorisation significative des aides existantes (PMTVA, PSBM), et des contrats territoriaux d'exploitation (CTE), constitue quasiment l'unique source (91%) de surplus économique (48 255 euros, soit 3 712 euros par an, tableau 5). La baisse du prix des aliments du bétail se poursuit, avec comme conséquence la forte augmentation du volume d'aliments utilisés. Les volumes d'engrais utilisés diminuent, mais, dans le même temps, les éleveurs investissent dans des bâtiments et de nouvelles

chaînes de récolte, stockage et distribution de fourrages (enrubannage, distributrice,...) générant des consommations de carburants supplémentaires. Globalement le volume des intrants augmente plus vite que celui des produits, on observe une baisse de productivité des facteurs. L'Etat a intégralement financé cette baisse de productivité, mais également la baisse des prix des produits agricoles qui se poursuit et le revenu des exploitants qui augmente. Ces aides de l'Etat, cumulées avec une baisse du prix des aliments du bétail et des taux d'intérêts, se distribuent entre l'aval des filières (55%), le revenu des exploitants (21%), et la baisse de productivité des facteurs (12%).

Cette période inclue 2003, année de forte sécheresse qui a entraîné une baisse des quantités produites (animaux vendus plus tôt plus légers) et une augmentation des aliments achetés. Si nous excluons cette année 2003, qui a eu des arrière effets en 2004, le SPG cumulé sur la période 1993-2005 est également négatif, ce qui ne remet pas en cause l'observation précédente, il y a bien une chute de productivité sur cette période, accentuée par le climat de 2003.

**Tableau 5** : compte de surplus cumulé 1993-2005, en % des ressources et emplois

Distribution ou emploi	%	Origine ou ressource	%
Aval bovin	38	Fournisseurs cons. interm.	5
Aval autres productions	17	Banques (frais financiers)	4
Cotis. Sociales exploit.	8	Etat, UE, public	91
Salariés	2		
Propriétaires fonciers	0		
Matériel et bâtiments	2		
Exploitant	21		
SPG	12		
Total emplois 48 255 €	100	Total ressources 48 255 €	100

*Période 2006-2014 : hausse du prix des consommations intermédiaires, baisse des soutiens publics*

Le surplus économiques moyen généré annuellement est de 2 870 euros. La flambée du prix des céréales en 2007 et 2012 est à l'origine de 17% du surplus économique cumulé (tableau 6). Cette hausse du prix des céréales, et donc du prix des aliments du bétail, explique en grande part la hausse des prix des consommations intermédiaires, mais elle a également incité les éleveurs à en distribuer moins à leurs animaux. La baisse d'utilisation d'aliments du bétail achetés, cumulée avec le ralentissement des investissements matériel et bâtiment (diminution de la consommation de capital), explique le fait que le SPG devient positif, et représente ainsi 20% de l'origine du surplus économique cumulé. Mais le gain de productivité des facteurs (principalement travail), et la hausse du produits céréales, ne suffisent pas à compenser la hausse de prix des consommations intermédiaires, la poursuite (légère) de la baisse des prix des bovins, et surtout le fort recul des aides publiques (fin des CTE, modulation des aides). Le revenu des exploitants baisse, cela représente 61% des ressources du compte de surplus.

**Tableau 6** : compte de surplus cumulé 2006-2014, en % des ressources et emplois

Distribution ou emploi	%	Origine ou ressource	%
Aval bovin	7	SPG	20
Fournisseurs cons. interm.	41	Aval autres productions	17
Cotis. Sociales exploit.	1	Banques (frais financiers)	2
Salariés	2	Exploitant	61
Propriétaires fonciers	2		
Matériel et bâtiments	6		
Etat, UE, public	41		
Total emplois 25 831 €	100	Total ressources 25 831 €	100

### 3. DISCUSSION

Le surplus économique cumulé sur les 35 années étudiées, pour notre échantillon d'exploitations bovin allaitant, provient à 57% des aides et subventions publiques et il est capté à 88% par l'aval des filières, dont 61% par la filière bovine. Après une forte augmentation des gains de productivité et du revenu des agriculteurs dans les années 60, ces tendances de partage du surplus cumulé au profit de l'aval des filières

avec stagnation, voire baisse, du revenu des agriculteurs s'observent sur l'ensemble de l'agriculture française depuis les années 90 (Boussemerd et al., 2012).

En bout de chaîne, le consommateur n'a pas bénéficié de la baisse des prix de la viande à la production. De 1980 à 2015, en euros constants, le prix des bovins payés aux producteurs a chuté de 40%, alors que le prix de la viande bovine achetée par les consommateurs (indice des prix à la consommation viande bovine) a augmenté de 25%.

L'observatoire de la formation des prix et des marges (Boyer et al., 2013) note, dans son dernier rapport (FranceAgriMer, 2016), que le résultat courant avant impôt des entreprises de transformation des filières viande bovine demeure très faible et que la marge nette du rayon boucherie des grandes et moyennes surfaces est négative. La baisse des prix à la production des bovins s'est donc diluée au sein de l'aval de la filière parmi un grand nombre d'acteurs, traduisant une transformation de fond des modes de mise en marché, de transformation, de distribution et de consommation des produits alimentaires. De 1995 à 2007, la part de la valeur ajoutée agricole dans la consommation alimentaire passe de 12% à 8%, alors que celle des services passe de 15% à 19% (Boyer et Butault, 2013).

### CONCLUSION

L'analyse de la répartition des ressources productives du secteur bovin-viande charolais au cours des 35 dernières années montre que les clients de la filière ont été les principaux gagnants via les baisses de prix. Le financement de ces baisses de prix a été essentiellement assuré par l'Etat et l'Union Européenne via l'ensemble des aides publiques. Les gains de productivité totale des facteurs sont présents mais modérés en tendance et volatiles selon les périodes et plutôt en régression, alors que la productivité du travail des éleveurs est en constante croissance. Les gains de productivité du travail des éleveurs masquent l'érosion de la productivité des autres facteurs (foncier, consommations intermédiaires et capital) rendant les systèmes de production de viande bovine de plus en plus énergivores. La baisse du revenu des exploitants indique clairement qu'ils sont perdants dans cette répartition des gains de productivité et notamment depuis 2006.

Le transfert du gain économique du citoyen (l'Etat) vers l'aval n'a pas forcément bénéficié au consommateur. En fait, les aides PAC perçues par les éleveurs cumulent des aides liées à la production (1<sup>e</sup> pilier) et au développement rural (2<sup>nd</sup> pilier : social, économique et environnemental), et il apparaît que la quasi-totalité de ces aides ait été captée par l'aval des filières alimentaires. Pour enrayer la chute de la valeur ajoutée créée par l'élevage et améliorer le profit des éleveurs (sans redistribuer leur part à d'autres acteurs), une solution pourrait être d'attacher les productions agricoles au territoire, à travers la production de proximité (engraissement des animaux localement) et les labels de qualité. L'enjeu, pour les agriculteurs, est de capter une partie des services prenant de plus en plus de place dans la consommation alimentaire.

**Berger J., Lemarquis D., Pochet M., Pous B., 2000.** INSEE Méthodes, 94, 157p.

**Boussemerd J.P., Butault J.P., Ojo O., 2012.** Bulletin USAMV, Horticuture, 69(2), 55-67.

**Boyer P., Cadilhon J.J., Depeyrot J.N., Ennifar M., Soler L.G., 2013.** Notes et études socio-économiques, 37, 87-125.

**Boyer P., Butault J.P., 2013.** Économie rurale, 342, 45-68.

**FranceAgriMer, 2016.** Rapport au Parlement 2016, 262p.

**Thibert M., Berger J., 2009.** INSEE Méthodes, 121, 60 p.

**Veysset P., Benoit M., Laignel G., Bébin D., Roulenc M., Lherm M., 2014.** INRA Prod. Anim., 27(1), 49-64.

**Veysset P., Lherm M., Roulenc M., Troquier C., Bébin D., 2015.** Economie Rurale, 349-350, 149-169.